

# Tentative de portrait d'un **paysage agité**

**La France connaît depuis plusieurs mois un mouvement social soutenu, issu du public et du privé, nourri par des préoccupations « classiques » et « nouvelles » se faisant écho. Une mobilisation sans précédent, structurée autour de l'unité des huit organisations syndicales.**

Pierre TARTAKOWSKY, vice-président de la LDH et rédacteur en chef d'*Hommes & Libertés*

## AU SOMMAIRE

► **Tentative de portrait d'un paysage agité**

Pierre Tartakowsky 10

► **« Diversité », discriminations : comment les évaluer ?**

Malik Salemkour 14

► **Lutte contre les discriminations : les politiques ciblées sont possibles**

Jan Robert Suesser 18

► **Le droit de vote pour tous les résidents étrangers, gage de démocratie et d'intégration**

Saïd Bouziri et Elisabeth de Visme 22

► **La LDH et ses partenariats**

Dominique Guibert 26

Ce sont d'abord les manifestations du 29 janvier 2009 qui enclenchent un processus de mobilisation qui ne se dément pas jusqu'à l'été ; elles sont en effet suivies de manifestations plus massives encore, le 19 mars, et d'un 1<sup>er</sup> mai impressionnant. Les sondages réalisés régulièrement attestent d'un soutien inimaginable aux défilés, autrement dit aux revendications mais aussi à la forme d'action. Les pourcentages atteints indiquent qu'une large partie des électeurs de Nicolas Sarkozy au premier tour de la présidentielle se solidarisent avec le mouvement lancé par les organisations syndicales. Car – et c'est un premier point historique –, ce sont les organisations syndicales unies qui décident du calendrier. Historiquement, des journées de cette ampleur s'inscrivent dans un processus et constituent une sorte de second étage de fusée ; elles font suite à une mobilisation, une turbulence, des événements perturbants et porteurs d'émotion : un mort, une catastrophe, qui précipite l'unité et une mobilisation de masse. Cette fois, c'est le contraire : les organisations syndicales donnent le branle, et les salariés

répondent. Le processus est pour ainsi dire conduit « à froid ». Rengainant ses petites phrases sur les « grèves que personne ne remarque plus », le gouvernement a pris la mesure de l'événement et y a répondu sous forme d'une conférence de presse présidentielle. Nicolas Sarkozy y affirme comprendre l'inquiétude des Français, à laquelle il attribue le succès des mobilisations sociales. Cette explication a l'avantage de banaliser ces dernières – « les gens ont peur, ils le disent, quoi de plus banal ? » – tout en les neutralisant : à quoi cela sert-il ? Le raisonnement, disons-le avec force, ne tient pas la route. Si la crise ou la peur suffisaient à jeter autant de salariés dans les rues, ils n'auraient pas attendu le 29 janvier. De telles mobilisations témoignent au contraire d'un vent d'espoir, de la conviction qu'il est possible de gouverner autrement. Une conviction qui a à voir avec le contenu de la plateforme commune syndicale. Traitée par la plupart des médias comme un état de fait soudain, l'unité syndicale est au contraire la résultante d'un processus long dont l'évolution ne s'opère pas au rythme de telle ou telle opportu-

rité. Il correspond à la fois à la maturation de l'opinion publique, à l'évolution de la réalité des problèmes à résoudre et aux débats menés au sein de chaque organisation syndicale sur sa stratégie. Si sa formalisation intervient après un score prud'homal qui voit se creuser l'écart entre la CGT et les autres organisations, il formalise des réflexions venues de loin et nourries de déceptions pour les uns, d'échecs pour les autres et surtout d'un constat partagé : aucun espoir d'avancée sociale n'est permis en dehors d'une mobilisation unitaire et de revendications alternatives.

## Un processus conflictuel long et difficile

Par alternatives, il faut entendre un ensemble de politiques s'attachant aux processus producteurs de la crise financière. On est donc loin de revendications sectorielles ou strictement « défensives ».

« Les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes », postule ainsi le texte unitaire des huit organisations syndicales. Il faut donc en formuler d'autres, ce que le texte fait en énumérant cinq priorités : la priorité au maintien des emplois ; l'amélioration du pouvoir d'achat et la réduction des inégalités ; l'orientation de la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat ; la préservation et l'amélioration des garanties collectives ; enfin, la réglementation de la sphère financière internationale. Ce « programme » correspond à une véritable analyse de la crise et des mécanismes de sa mondialisation ; il est le premier qui unit la parole syndicale française à cette dimension et il affirme nettement que la crise n'est ni passagère ni accidentelle, mais systémique. En articulant de façon offensive cette dimension à des propositions concrètes, immédiates et à long

terme, il offre un cadre à la multitude de mobilisations locales qui se développent autour de la défense de tel site, telle branche industrielle. Pour autant, les formes de mobilisation choisies indiquent aussi l'état de faiblesse relative du mouvement syndical français, autant que la conviction des organisations syndicales qu'il s'agit de s'engager dans un processus conflictuel difficile et de long terme. Difficile car d'un niveau d'exigence complexe. Il est plus facile, par exemple, de réclamer la suppression du CPE qu'une réorientation du système bancaire et de la fiscalité. De long terme, car rien n'indique de la part du gouvernement – et moins encore de la part du Medef – la volonté de rompre avec les théories et les pratiques néfastes qui ont renforcé la précarité, fragilisé l'appareil productif, les potentialités de recherche et de dévelop-

**Traitée par la plupart des médias comme un état de fait soudain, l'unité syndicale est la résultante d'un processus long dont l'évolution ne s'opère pas au rythme de telle ou telle opportunité.**

pement. Au moment où il devrait être activé, le dialogue social est inexistant, se ramenant à quelques phrases fortes du président de la République et à une série de dénis crispés de Laurence Parisot.

C'est d'ailleurs dans ce cadre que les séquestrations de cadres supérieurs interviennent ici et là. Loin de correspondre à une vague de fond (en 1995, période de croissance égale du chômage, on assiste au même phénomène), elles surgissent dans les entreprises où les salariés éprouvent un violent sentiment de trahison devant les propositions formulées par les employeurs quant aux conditions de licenciement. Si elles traduisent une exaspération sociale légitime, née d'une totale absence de considération et d'honnêteté, elles se cristallisent davantage sur le niveau des contreparties offertes que sur la défense de l'emploi.

## La fonction d'enseignant remise en cause

Les organisations syndicales, quand à elles, continuent d'offrir un cadre de rendez-vous nationaux réguliers, permettant des démonstrations de force et des opportunités d'élargissement et d'enracinement. Il est amusant de constater à cet égard que ceux qui étaient les plus prompts à stigmatiser la faiblesse syndicale sont en première ligne pour déplorer le caractère répétitif de ces journées. En fait, les marges de manœuvre et d'imagination sont restreintes, et opposer ces journées à une perspective de grève générale n'a pas grand sens. Ce sont les travailleurs qui font une grève générale, pas les directions syndicales ; et dans le contexte actuel, se mettre en grève peut avoir du sens et du poids comme n'en avoir aucun. Plus que jamais, la crise élimine toute perspective de panacée, de solution unique ; d'où la volonté manifeste des organisations syndicales de



© DR



décentraliser, régionaliser les mobilisations, d'enraciner les mobilisations unitaires jusqu'à l'entreprise. Ce qui ne liquide évidemment pas le débat stratégique sur les façons d'articuler ces différents niveaux...

Parallèlement à ce mouvement de mobilisation, la scène sociale en connaît d'autres, plus éthiques, menées parmi les catégories de la fonction publique. C'est évidemment le cas de la plus longue mobilisation enseignante de toute l'histoire de France.

La déferlante qui balaye l'Education nationale – de la maternelle à l'université, du terrain de la recherche à celui des controverses pédagogiques – est mue par un élément fédérateur, à la fois déclencheur du conflit et unificateur des réflexions : le métier ou, plus exactement, sa mise en cause radicale. L'émotion des enseignants naît de leur prise de conscience collective que ce n'est plus la façon d'enseigner que les politiques publiques mettent en cause mais, plus profondément, la fonction d'enseignement elle-même ; que l'enjeu n'est plus le métier en ses modalités mais bel et bien sa nature. D'où la durée du conflit, la détermination qui l'accompagne, ses mises en scène spectaculaires, comme la « ronde des obstinés ». D'où, enfin, la volonté farouche de ne pas s'en laisser conter par des demi-mesures ou des faux-semblants. Dans cette défense bec et ongle du sens de l'engagement professionnel, le conflit entre l'Etat, donneur d'ordre, prescripteur, et les professionnels prend une dimension de quitte ou double. Cette confrontation est d'autant plus rude que le gouvernement a nourri à coups de petites phrases une défiance totale. C'est le président de la République qui décrète une hiérarchie morale entre l'instituteur et le curé, au premier les savoirs élémentaires, au second les « valeurs ». Sous couvert de « faire simple », le même fustige

publiquement, sur un mode ironique, « les lettres françaises » et à travers elles un peuple dont il juge la capacité intellectuelle limitée...

### Un management négateur des qualifications

En juillet dernier, Xavier Darcos ose à son tour un bon mot sur les enseignants en première section de maternelle. « *A quoi bon – demande le ministre en substance –, former à des bac +5 des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches ?* » Rires. Les enseignants, eux, ne rient pas ; ils ont saisi que le mépris sous-jacent doit moins à la personnalité du ministre – enseignant lui-même – qu'à une conception particulièrement réductrice, utilitariste de ce qui fonde leur engagement professionnel. C'est enfin le fameux discours de Nicolas Sarkozy sur les chercheurs, assimilés à des militants de l'inutile et de la paresse, à quoi s'ajoute l'instauration d'un « service minimum », selon une logique qui tient plus de l'hôtelier que du pédagogue...

Cette série de camouflés s'inscrit dans une conception du métier d'enseignant qu'expose sans fard le site de l'UMP à partir des axes de la campagne électorale. On y apprend que « *le ministre a estimé qu'une bonne part du "malaise" enseignant provenait du fait qu'ils étaient encadrés par des règles anciennes et rigides, alors que tout autour d'eux avait changé : les élèves, l'approche du savoir...* » Pour les faire entrer dans la modernité, on va donc appliquer des recettes éprouvées dans d'autres secteurs et copiées sur le management du privé : à l'hôpital, chez les travailleurs sociaux, la protection judiciaire de la jeunesse... D'abord « responsabiliser » via une « gouvernance » placée sous le signe de la « responsabilité », de la « performance » et de son évaluation par

« **Campé sur le constat contradictoire que la crise a tout changé mais qu'il ne changera pas de politique, le gouvernement se tait. Et se replie sur des terrains éprouvés, ceux du sécuritaire, qu'il manie en maître. Ainsi tente-t-il de reconstruire une relation de « proximité » avec ceux qui se « lèvent tôt ».** »

des structures gestionnaires. Puis flexibiliser les missions : guichet unique ici, « bivalence » chez les enseignants, tout en flexibilisant l'emploi. Enfin, peser sur « les statuts et les carrières » en retardant le déroulement de carrière et la vitesse de croissance salariale. Le problème c'est que ces axes de réforme révulsent les premiers concernés. Ils sont analysés comme un acte de décès des valeurs pédagogiques et sociales sur lesquelles sont fondés les engagements professionnels. Les mouvements de protestation qui se développent dans ce contexte vont donc bien au-delà des aspects classiques d'un conflit syndical traditionnel. Ceux qui reprochent aux enseignants de ne se mouvoir qu'à partir d'intérêts corporatistes devraient d'ailleurs se féliciter de cette prise de conscience. D'autant que cette dernière ne se manifeste pas dans les seules limites de l'Education

nationale. On a pu ainsi voir de la même manière l'hôpital, médecins compris, se mobiliser spectaculairement contre le projet de loi Bachelot. Et une réforme qui, elle aussi, entend donner « tout pouvoir au directeur ». Autrement dit placer le service médical, traditionnellement « lieu central de l'hôpital », sous la houlette d'une culture professionnelle strictement gestionnaire. Enseignants, médecins hospitaliers, chercheurs, travailleurs sociaux ou de santé se trouvent, sous des formes variées, confrontés à un déni de leur dimension professionnelle. Expérimentant ainsi, souvent sans le savoir, ce que vivent ou ont vécu une cohorte des cadres du privé confrontés à un management à la fois autoritaire et négateur des qualifications. Les débats et conflits qu'ils animent sont autant de démonstrations fortes qu'il est urgent, à partir de ces lignes de fractures,

**Enseignants, médecins hospitaliers, chercheurs, travailleurs sociaux ou de santé se trouvent, sous des formes variées, confrontés à un déni de leur dimension professionnelle. Expérimentant ainsi, souvent sans le savoir, ce que vivent ou ont vécu une cohorte des cadres du privé.**

de reconstruire de la reconnaissance professionnelle, de la qualification. Une urgence qui frappe à la porte avec de moins en moins de ménagements.

### Une convergence revendicative européenne ?

Cette urgence ne se manifeste pas qu'en France. Durant le mois de mai, en effet, le syndicalisme européen aura manifesté les 14, 15 et 16 à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (Ces), à Madrid, Bruxelles, Berlin et Prague. Une campagne décidée en mars, quelques jours après la réunion du G20 et qui est centrée sur l'idée de donner la priorité aux citoyens, aux salariés pour combattre la crise, sur un programme de relance européen de l'emploi, des salaires et du pouvoir d'achat, par un meilleur partage des richesses. Avec comme priorité immédiate d'exiger la fin de mesures de décisions judiciaires

qui, comme les arrêts « Laval », « Viking » et « Luxembourg » rendus par la Cour de justice européenne, subordonnent les droits sociaux à la liberté d'entreprendre et à celle du marché. Bref, la Ces mobilise autour d'un « *nouveau deal social* », structuré par de meilleurs salaires, une protection sociale de haut niveau et des services publics de qualité ; avec une autre répartition des richesses, une réglementation plus efficace des marchés financiers et un autre rôle dévolu à la Banque centrale européenne. Est-on si loin des préoccupations françaises ? Pour autant, penser une convergence revendicative européenne n'est pas simple. La volonté de bâtir des solidarités à l'échelle internationale est aiguisée par la crise. Mais comment dépasser les divisions, les concurrences dans lesquelles cette même crise place les salariés ? La question européenne est indubitablement un élément essentiel de la réponse. Mais elle passe par des constructions fortes à l'échelle nationale. Dans ce cadre, le mouvement social français joue, de fait, un rôle singulier. Pourra-t-il s'affirmer, dans quels termes ? Pour l'heure, campé sur le constat contradictoire que la crise a tout changé mais qu'il ne changera pas de politique, le gouvernement se tait. Et se replie sur des terrains éprouvés, ceux du sécuritaire, qu'il manie en maître. Ainsi tente-t-il de reconstruire une relation de « proximité » avec ceux qui se « lèvent tôt ». Muet sur le social, il se montre à nouveau prolix sur le pénal. La multiplication dans la dernière période de mises en scènes spectaculaires de la parole présidentielle autour des « bandes organisées », intolérables, des séquestrations de cadres « insupportables » – sans oublier l'amalgame crapuleux opéré par le gouvernement entre « passeurs » et militants de la solidarité – indique assez clairement qu'existe au plus haut niveau de l'Etat la tentation d'une issue répressive. ●



© PHOTO THÉÂTRE ROUGE-CHARLIE